

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 31 janvier 2023

Nos réf. : SAU/PFM/MT n° 23-4

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



REMONDIS Electrorecycling SAS

Route de l'Ecluse
ZAC des Marots - 10800 SAINT-THIBAULT

Code AIOT : 0005703169

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 octobre 2022 dans l'établissement REMONDIS Electrorecycling SAS implanté Route de l'Ecluse ZAC des Marots 10800 SAINT-THIBAULT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite au déclenchement du portail de détection de radioactivité suite à l'arrivée d'un déchet radioactif chez la société REMONDIS.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REMONDIS Electrorecycling SAS
- Route de l'Ecluse ZAC des Marots 10800 SAINT-THIBAULT
- Code AIOT : 0005703169
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise REMONDIS exploite sur son site de ST THIBAULT une installation de traitement de DEEE.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Détection de radioactivité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Contrôle de la radioactivité	Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 8.1.4.1 (partiel)	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la détection d'un radio-isotope de faible activité au niveau du portail de détection, l'exploitant a pu faire isoler sans difficultés majeures l'objet incriminé.

Cependant, l'enquête de l'inspection des installations classées, postérieure à l'incident, met en évidence une procédure de détection de radioactivité incomplète, qui nécessite des actions correctives de la part de l'exploitant afin d'être mieux préparé en cas d'incident similaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle de la radioactivité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 8.1.4.1 (partiel)
Thème(s) : Autre, Radioactivité
Prescription contrôlée : Un procédure, inspirée de la « circulaire du 30 juillet 2003 relative aux procédures à suivre en cas de déclenchement de portique de détection de radioactivité sur les centres d'enfouissement technique, les centres de traitement par incinération, les sites de récupération de ferrailles et les fonderies », indiquera les mesures à mettre en œuvre en cas de déclenchement du portique. Elle précisera notamment : <ul style="list-style-type: none">- La formation reçue par le personnel- Le mode de sauvegarde des mesures de radioactivité- Les mesures de protection du personnel- Les seuils d'alerte de l'inspection des installations classées- Les modalités de stockage et d'isolement de la cargaison radioactive- Les organismes compétents à contacter- La méthode de reprise du déchet radioactif Si après plusieurs passages successifs dans les mêmes conditions il n'y a pas de nouveaux déclenchements, le chargement pourra suivre la filière habituelle de réception.
Constats : L'exploitant a transmis le jour de l'inspection, à l'inspection des installations classées, la procédure mise en œuvre lors de l'incident, nommée «comment agir en cas de déclenchement du portique de détection de la radioactivité ». Cette procédure ne reprend pas toutes les dispositions réglementaires nécessaires, notamment, de manière non exhaustive : <ul style="list-style-type: none">- La méthode de reprise du déchet radioactif- Les mesures de protection du personnel- Les organismes compétents à contacter- Les modalités de stockage et d'isolement de la cargaison radioactive Bien que l'incident ait été géré sans difficulté majeure par l'exploitant, il a fallu l'appui des services extérieurs (services de l'État, SDIS). L'incident met en lumière un manque de la part de l'exploitant dans sa préparation face à ce type d'incident, susceptible de se reproduire. L'inspection des installations classées propose à Mme la Préfète de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 8.1.4.1 de leur arrêté préfectoral d'autorisation, en transmettant dans un délai de 2 mois, une procédure à l'inspection des installations classées et d'éprouver cette procédure par un exercice.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois